

ATTESTATION SUR L'HONNEUR DU CANDIDAT

Je soussigné,

Nom :

Prénom :

Qualité :

Agissant au nom et pour le compte de :

Au capital de :

Dont le Siège Social est situé :

Inscrite au R.C.S sous le n° :

Immatriculé au SIRET ou SIREN sous le n° :

Atteste sur l'honneur :

- 1) Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation définitive pour l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40, 313-1, 313-3, 314-1, 324-1, 324-5, 324-6, 421-1 à 421-2-4, 421-5, 432-10, 432-11, 432-12 à 432-16, 433-1, 433-2, 434-9, 434-9-1, 435-3, 435-4, 435-9, 435-10, 441-1 à 441-7, 441-9, 445-1 à 445-2-1 ou 450-1 du code pénal, aux articles 1741 à 1743, 1746 ou 1747 du code général des impôts et pour les marchés publics qui ne sont pas des marchés publics de défense ou de sécurité aux articles 225-4-1 et 225-4-7 du code pénal, ou pour recel de telles infractions, ainsi que les infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat membre de l'Union Européenne.
- 2) Ne pas avoir fait l'objet, depuis moins de cinq ans d'une condamnation définitive pour l'infraction prévue à l'article 1741 du code général des impôts ou une infraction de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
- 3) Ne pas avoir fait l'objet depuis moins de cinq ans d'une méconnaissance ou d'une condamnation inscrite au bulletin n° 2 du casier judiciaire pour les infractions mentionnées aux articles L.1146-1, L. 8221-1, L. 8221-3, L. 8221-5, L. 8231-1, L. 8241-1, L. 8251-1, L. 8251-2 du code du travail ou des articles 131-39-5° et de l'article 225-1 du code pénal ou des infractions de même nature dans un autre Etat de l'Union Européenne.
- 4) Ne pas être en état de liquidation judiciaire prévue à l'article L.640-1 du code du commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- 5) Ne pas être déclaré en état de faillite personnelle en application des articles L.653-1 à 8 du code du commerce ou ne pas faire l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger.
- 6) Ne pas être admis au redressement judiciaire en application de l'article L.631-1 du code de commerce ou à une procédure équivalente régie par un droit étranger, sans justifier d'une habilitation à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution du marché public.

Afin d'attester que le candidat individuel, ou chaque membre du groupement, n'est pas dans un de ces cas d'exclusion, cocher la case suivante : ☐

Je certifie que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts.

Fait à, le
(nom et qualité du signataire)